

## PROVINCE SUD

## ARRÊTÉS ET DÉCISIONS

**Arrêté n° 1522-2005/PS du 15 novembre 2005 portant nomination du chef du service du développement économique de la direction du développement économique, de la formation professionnelle et de l'emploi de la province sud par intérim**

Le président de l'assemblée de la province sud,

Vu la loi modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 organique relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération modifiée n° 6-89/APS du 21 juillet 1989, portant création du secrétariat général et des directions de l'administration de la province sud et fixant les missions du secrétaire général ;

Vu l'arrêté n° 2034-2004/PS du 24 novembre 2004, portant nomination du chef du service du développement économique de la direction du développement économique, de la formation professionnelle et de l'emploi de la province sud ;

Vu la délibération modifiée n° 36-2001/APS du 14 novembre 2001 relative au régime indemnitaire des fonctionnaires du cadre territorial et agents affectés à la province sud ;

Vu l'arrêté n° 2214-2001/PS du 28 décembre 2001 relatif à l'organisation et aux attributions de la direction du développement économique, de la formation professionnelle et de l'emploi,

**Arrête :**

**Art. 1<sup>er</sup>.** - A compter du 7 novembre 2005, M. Vincent Raynaud, chargé d'études contractuel, est nommé chef du service du développement économique de la direction du développement économique, de la formation professionnelle et de l'emploi de la province sud par intérim.

**Art. 2.** - A compter de la même date et conformément à l'article 1<sup>er</sup> de la délibération modifiée n° 36-2001/APS du 14 novembre 2001, relative au régime indemnitaire des fonctionnaires du cadre territorial et agents affectés à la province sud, M. Vincent Raynaud percevra l'indemnité mensuelle de chef de service égale à 1/12<sup>e</sup> de la valeur de 48 points d'indice nouveau majoré de la grille locale des traitements convertie en monnaie locale et affectée du coefficient de majoration applicable aux fonctionnaires territoriaux.

**Art. 3.** - A compter de la même date, est abrogé l'arrêté n° 2034-2004/PS du 24 novembre 2004 portant nomination de Mme Isabelle Ulveling épouse Leyraud en qualité de chef du service du développement économique de la direction du développement économique, de la formation professionnelle et de l'emploi de la province sud.

**Art. 4.** - Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé, transmis à M. le commissaire délégué de la République et publié au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

*Le président,*  
PHILIPPE GOMES

Pour le président  
et par délégation  
*Le deuxième vice-président,*  
PHILIPPE MICHEL

**Arrêté n° 1532-2005/PS du 21 novembre 2005 autorisant la société Prony Energies SAS à exploiter une centrale électrique au charbon sur le lot n° 49 section Prony-Port Boisé, au lieu-dit "Goro", commune du Mont-Dore**

Le président de l'assemblée de la province sud,

Vu la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 modifiée relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération n° 14 du 21 juin 1985 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 1769-2004/PS du 15 octobre 2004 autorisant la société Goro Nickel SA à exploiter une usine de traitement de minerai de nickel et de cobalt aux lieux-dits "Goro" et "Prony Est", sur le territoire des communes de Yaté et Mont-Dore ;

Vu la déclaration de changement d'exploitant en date du 8 février 2005 ;

Vu le contrat de services (utilities services agreement - USA) signé entre Prony Energies SAS et Goro Nickel SA en date du 28 octobre 2004 ;

Vu le dossier de porter à connaissance des modifications prévues au projet de centrale électrique, déposé le 1<sup>er</sup> avril 2005 ;

Vu le protocole d'accord sur les émissions sonores signé entre Prony Energies SAS et Goro Nickel SA en date du 27 septembre 2005 ;

Considérant qu'aux termes de l'article 3 de la délibération n° 14 du 21 juin 1985 modifiée, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté ;

Considérant, sous les réserves du considérant ci-après, que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article 1<sup>er</sup> de la délibération n° 14 du 21 juin 1985 modifiée, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Considérant le changement d'exploitant du projet de centrale thermique ;

Considérant le caractère non notable des modifications apportées au projet de centrale électrique par la société Prony Energies SAS, il est fait application de la procédure prévue à l'article 20, 2<sup>e</sup> alinéa, de la délibération n° 14 susvisée ;

Sur proposition de l'inspecteur des installations classées (direction de l'industrie, des mines et de l'énergie) ;

L'exploitant entendu,

**Arrête :**

**Art. 1<sup>er</sup>.** - La société Prony Energies SAS, dont le siège social se situe au 87, avenue du Général de Gaulle - BP C2 - 98848 Nouméa cédex, est autorisée, sous réserve de l'observation des prescriptions énoncées aux articles suivants, à exploiter sur le lot n° 49 section Prony-Port Boisé, au lieu-dit "Goro", commune du Mont-Dore, les



installations suivantes visées par la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

Désignation des activités	Importance	Nomenclature		Régime	Soumis aux dispositions
		Rubrique	Seuil		
Dépôt de houille	4 silos de stockage de houille d'une capacité unitaire de 285 tonnes	1520	500 t	Autorisation	du présent arrêté
Broyage, concassage et criblage... de substances végétales et de tous produits organiques naturels, artificiels ou synthétiques	Broyage et criblage de charbon. Puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation est de 772 kW (4 broyeurs-séparateurs de 193 KW chacun)	2260	200 kW	Autorisation	du présent arrêté
Installations de combustion, la puissance thermique maximale étant définie comme la quantité maximale de combustible, exprimée en PCI, susceptible d'être consommée par seconde	Puissance thermique maximale : - centrale thermique : 310 MWth - groupes électrogènes : 2 MWth : 1,6 de secours + 0,4 pour le réseau incendie (gazole) Total : 312 MWth	2910	20 MWth	Autorisation	du présent arrêté
Installation de réfrigération et de compression	Puissance totale absorbée des 3 compresseurs électriques : 190 kW	2920	50 kW < P < 500 kW	Déclaration	Arrêté n° 86-141/CE du 25 juin 1986
Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables	Cuve aérienne de gazole, de capacité équivalente de 4 m³	1432	5 m³	Non classé	/
Emploi ou stockage d'acide chlorhydrique à plus de 20 % en poids d'acide	Quantité d'acide à 32 % susceptible d'être présente dans l'installation : 8 m³	1611	25 tonnes	Non classé	/
Emploi ou stockage de lessive de soude à plus de 20% en poids d'hydroxyde de sodium	Quantité totale de soude à 30 % susceptible d'être présente dans l'installation : 8 m³	1630	25 tonnes	Non classé	/

**Art. 2.** - Les activités visées dans le tableau ci-dessus et relevant du régime de la déclaration sont soumises d'une part, aux dispositions du présent arrêté et d'autre part, aux prescriptions générales des actes réglementaires visés dans ce même tableau, pour celles qui ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté. Ces prescriptions générales sont annexées au présent arrêté.

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités par le demandeur qui, mentionnés ou non dans la nomenclature des installations classées, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec les installations visées ci-dessus à modifier les dangers ou inconvénients de ces installations.

**Art. 3.** - Les installations doivent être disposées, aménagées et remises en état conformément aux plans et données techniques joints à la demande d'autorisation

susvisée, au porter à connaissance, à la déclaration de changement d'exploitant et aux compléments d'information communiqués par le pétitionnaire au cours de l'instruction du dossier, à la demande de l'inspection des installations classées, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté. Tout projet de modification à apporter à ces installations doit, avant réalisation, être porté par l'exploitant à la connaissance du président de l'assemblée de la province sud, accompagné des éléments d'appréciation nécessaires.

**Art. 4.** - L'ensemble des installations visées à l'article 1<sup>er</sup> doit satisfaire à tout moment aux prescriptions techniques annexées au présent arrêté.

**Art. 5.** - La présente autorisation cesse de produire effet lorsque les installations classées n'ont pas été mises en service dans un délai de deux ans à compter de la notification du présent arrêté ou n'ont pas été exploitées durant deux années consécutives.

**Art. 6.** - L'administration se réserve le droit de fixer ultérieurement toutes nouvelles prescriptions que le fonctionnement ou la transformation de cet établissement rendrait nécessaire dans l'intérêt de la santé, de la sécurité et de la salubrité publiques, de l'agriculture, de la protection de la nature et de l'environnement ainsi que la conservation des sites et des monuments, sans que le titulaire puisse prétendre à aucune indemnité ou à aucun dédommagement.

**Art. 7.** - Tout transfert des installations visées à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté sur un autre emplacement doit faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le successeur doit en faire la déclaration au président de l'assemblée de la province sud dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

**Art. 8.** - L'inspecteur des installations classées peut visiter à tout moment les installations de l'exploitant.

**Art. 9.** - La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers. Elle ne vaut pas permis de construire ou d'occupation du domaine public. Le présent arrêté ne vaut pas autorisation de prélèvement d'eau au titre des délibérations n° 105 du 9 août 1968 et n° 238/CP du 18 novembre 1997.

**Art. 10.** - La présente autorisation ne dispense en aucun cas l'exploitant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations, notamment la délibération n° 14-90/APS du 24 janvier 1990 relative à la protection et à la conservation du patrimoine dans la province sud.

**Art. 11.** - L'exploitant doit se conformer aux dispositions législatives et réglementaires du droit du travail en vigueur en Nouvelle-Calédonie, notamment, la délibération n° 323/CP du 26 février 1999 relative aux règles générales de prévention du risque chimique et à la fiche de données de sécurité.

**Art. 12.** - L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais par les moyens appropriés (téléphone, fax, courrier électronique...) à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du



fonctionnement de cet établissement qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1<sup>er</sup> de la délibération n° 14 du 21 juin 1985 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Il fournit à cette dernière, sous 15 jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y remédier et celles prises pour éviter qu'il se reproduise.

Les frais qui résultent d'une pollution accidentelle due à l'installation sont à la charge de l'exploitant, notamment les analyses et la remise en état du milieu naturel.

**Art. 13.** - En vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée en la mairie du Mont-Dore où elle peut être consultée. Une copie du même arrêté est affichée en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Le présent arrêté sera transmis à M. le commissaire délégué de la République pour la province sud, notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

*Le président,*  
PHILIPPE GOMES

**Arrêté n° 1534-2005/PS du 21 novembre 2005 portant ouverture d'une enquête publique relative à l'exploitation d'un ouvrage de traitement et d'épuration des eaux résiduaires domestiques ou assimilées, d'un atelier de mécanique et d'une installation de stockage et de distribution de carburant**

Le président de l'assemblée de la province sud,

Vu la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération modifiée n° 14 du 21 juin 1985 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la demande déposée le 14 juin 2005 par les forces armées en Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'avis émis le 7 novembre 2005 par l'inspection des installations classées,

**Arrête :**

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est ouverte dans la commune de Nouméa, une enquête publique concernant la demande déposée par les forces armées en Nouvelle-Calédonie, pour la mise en service d'un ouvrage de traitement et d'épuration des eaux résiduaires domestiques ou assimilées, d'un atelier de mécanique et d'une installation de stockage et de distribution de carburant, sis quartier Gribeauval - Pointe de l'Artillerie - commune de Nouméa.

**Art. 2.** - L'enquête publique, dont la durée est fixée à 15 (quinze) jours, est ouverte à compter du mercredi 1<sup>er</sup> (premier) février 2006 et sera clôturée le mercredi 15 (quinze) février 2006 à 15 (quinze) heures.

Le siège de l'enquête est fixé à la mairie de Nouméa.

**Art. 3.** - M. Luc Chivot, ingénieur conseil, fonctionnaire

retraité du cadre territorial de l'équipement, est nommé commissaire enquêteur.

Le commissaire enquêteur assurera des permanences à la mairie de Nouméa, de 8 heures 30 à 11 heures 30, aux dates suivantes :

- Mercredi 1<sup>er</sup> février ;                      - Mercredi 8 février.

Il y assurera également une permanence le mercredi 15 février de 12 heures 00 à 15 heures 00.

En vue d'obtenir des informations et pour la durée de l'enquête, le commissaire enquêteur pourra être contacté par téléphone (n° : 79.93.49).

**Art. 4.** - Le dossier de l'enquête est déposé :

- au bureau des installations classées - direction des ressources naturelles de la province sud (téléphone : 24.32.61) - 19, avenue Foch - Nouméa ;

- à la mairie de Nouméa (téléphone : 27.31.15) - 16 rue du Général Mangin.

Pour la durée de l'enquête, le public peut en prendre connaissance sur place, de 8 heures 30 à 11 heures 30 et de 12 heures 00 à 15 heures 00 les jours ouvrables à l'exception du samedi, et déposer ses observations écrites sur un registre ouvert à cet effet à la mairie de Nouméa.

**Art. 5.** - Lorsque les délais fixés à l'article 2 ci-dessus sont expirés, le maire de la commune de Nouméa procède à la clôture du registre d'enquête déposé en mairie et le transmet sans retard au commissaire-enquêteur.

**Art. 6.** - Les frais auxquels cette demande pourra donner lieu seront supportés par le demandeur.

**Art. 7.** - Le présent arrêté sera transmis à M. le commissaire délégué de la République pour la province sud, notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

*Pour le président  
et par délégation :  
Le secrétaire général adjoint,  
JACQUES WADRAWANE*

**Arrêté n° 27-2005/VP2 du 19 octobre 2005 modifiant l'arrêté n° 257-95/PS du 24 février 1995 portant création d'une régie d'avances à la direction provinciale de l'action sanitaire et sociale**

Le deuxième vice-président de l'assemblée de la province sud, ordonnateur du budget,

Vu la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération modifiée n° 03-90/APS du 24 janvier 1990 relative aux régies de recettes et aux régies d'avances des services publics de la province sud ;

Vu l'arrêté n° 257-95/PS du 24 février 1995 portant création d'une régie d'avances à la direction provinciale de l'action sanitaire et sociale ;

Vu l'arrêté n° 886-2004/PS du 17 mai 2004 portant délégation des pouvoirs d'ordonnateur ;